



La reproduction de l'inégalité sexuelle débute au cœur de l'enfance

COLLOQUE • Pour réduire les violences sexistes, les adultes doivent multiplier les modèles afin de banaliser la dimension sexuée des représentations de l'autre.



Pour construire leur identité sexuée, les enfants accentuent les traits caractéristiques de leur sexe selon les modèles mis en valeur par la société et reproduisent ainsi les schémas des adultes. KEYSTONE

PROPOS RECUEILLIS PAR
MICHEL SCHWERI

La prévention des violences sexuelles nécessite de remonter loin dans la construction de l'identité sexuée des petits enfants pour en décortiquer les ressorts et les causes. A l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, plusieurs associations féministes et institutions proposent aujourd'hui, sous la houlette du service pour la promotion de l'égalité entre homme et femme, un colloque centré sur les outils de prévention des violences aux enfants et adolescents. Porteuse d'un doctorat en psychologie sociale, Anne Dafflon Novelle y est invitée en début d'après-midi pour expliquer les mécanismes de construction de l'identité sexuée, puis sexuelle, des jeunes. Entretien.

Pour éviter les violences sexuelles, il faudrait déconstruire les rôles sociaux attribués aux deux sexes. Mais comment se mettent-ils d'abord en place?

Anne Dafflon Novelle: Jusqu'à l'âge de 5 ou 7 ans, les indices socioculturels «font» le sexe des enfants. Les habits portés, la longueur des cheveux ou une boucle d'oreille sont des critères déterminants à leurs yeux pour arrêter leur identité sexuée, bien plus que leurs «zizi» et «zézette». Un petit enfant est convaincu qu'il est une fille s'il met une jupe ou un garçon parce qu'il a les cheveux courts. Or, ils savent aussi pertinemment leur sexe réel car les adultes le leur disent. Vers 4-7 ans, les enfants entrent progressivement dans une phase de «rigidité» face à leur sexe et refusent dès lors de «tricher».

D'une certaine façon, ils adoptent une attitude caricaturale de leur sexe pour l'affirmer, jusqu'à atteindre ce que l'on appelle la «constance de genre». Entre 7 et 12 ans se place une période de plus grande flexibilité, puis une nouvelle phase de rigidité accompagne l'adolescence, durant laquelle se construit l'identité sexuelle du jeune, son orientation sexuelle. Leur sexualité se forme durant cette période de radicalisation. Chez les adultes, les représentations deviennent «sexistes». Dans les publicités de vêtements ou les clips pour jeunes, les femmes apparaissent en minorité, dominées, dans des positions explicites. Les violences trouvent leurs sources dans cette suite de représentations différenciées des sexes.

Les inégalités perdurent donc.

Le monde est devenu formellement mixte, comme l'école, mais ce n'est pas vrai. La «sexuation» des objets est quasi totale, les jouets sont typés «fille» ou «garçon», les marchands de meubles installent très souvent un ordinateur tactile dans les chambres de garçons, mais jamais dans celles destinées aux filles. Chez les enfants, les adolescents ou les adultes, les représentations véhiculées associent toujours des dimensions différentes selon les sexes. Les filles et les femmes sont présentées à l'intérieur, dans la sphère domestique ou maternelle, passives voire dominées. Les garçons et les hommes sont au contraire à l'extérieur, actifs et conquérants dans le monde professionnel.

Peut-on casser ces représentations?

La déconstruction des schémas est possible. Au lieu de typer les rôles, il faut offrir une large diversité de modèles aux enfants, leur montrer des hommes et des femmes dans toutes les professions et dans tous les environnements. Il faut gommer le caractère sexué des différents comportements en les noyant dans une masse de modèles divers. Organiser la journée «Futur en tout genre», anciennement journée des filles, c'est bien, mais un seul jour est de loin insuffisant. I

D'avantage de renseignements sur le colloque au ☎022 388 74 50. En outre, la campagne «Ruban blanc» propose une conférence-débat ce soir de 18 h 30 à 20 h 30 à la Maison des associations (rue des Savoises 15) sous le thème «Les hommes s'engagent à mettre fin à la violence envers les femmes».

FRANCISCO PEREZ

La Ville de Carouge ramasse ses déchets à vélo

RECYCLAGE • La commune sarde a été récompensée pour son projet Cyclotri, qui emploie des chômeurs en fin de droit.

La Ville de Carouge a reçu hier soir le Prix suisse de l'éthique 2010. Cette récompense est accordée annuellement par la Haute Ecole d'ingénierie et de gestion du canton de Vaud (HEIG-VD), elle distingue les initiatives économiques faisant preuve de responsabilités sociale et environnementale. La commune a été distinguée pour son programme de ramassage des déchets du Vieux-Carouge au moyen de vélos électriques.

Lancée en novembre 2009, l'initiative nommée Cyclotri a été confiée à l'association Partage, qui a recruté dix chômeurs en fin de droit, dans le cadre d'un emploi de solidarité (EdS) censé leur permettre de retrouver une occupation rémunérée et, à terme, de retrouver du travail.

Les éboueurs cyclistes ont remplacé des employés de la voirie et délogé les camions de ramassage dans les petites ruelles étroites de la commune. Ils ont également augmenté la fréquence du ramassage, devenu quotidien, tout en réduisant les nuisances occasionnées par les précédentes méthodes: le bruit et la congestion routière provoqués par les camions.

Vincent Gall, directeur de Partage, s'est dit «très satisfait» de ce prix, venu récompenser un «travail de fourmi», alors que ses employés ramassent «plusieurs tonnes» de détritus par jour. Il explique que si le projet avait initialement causé des frictions avec la voirie de Carouge, qui «craignait l'externalisation» des services publics, le prix permettra de «fédérer tout le monde». M. Gall se réjouit également que le projet se soit «pérennisé» dans cette commune et que d'autres municipalités aient fait appel à ses services, notamment celles d'Onex, Chêne-Bourg, Genève et Plan-les-Ouates.

PERLE DU LAC: LE GÉRANT CONTESTÉ

Le choix du futur gérant du restaurant de la Perle du lac, actuellement en rénovation, ne convient guère à l'Entente municipale, qui a interpellé la maire Sandrine Salerno, en charge des fermages de la Ville. Comme annoncé, l'établissement devrait rouvrir en 2012 sous la main du chef Géraud Henrion, actuel propriétaire de l'Alsacienne à Annemasse. Le radical Rémy Buri estime que cette décision a été prise «au détriment de l'Ecole hôtelière de Genève, pourtant un fleuron en matière de formation et de gastronomie». La magistrate justifie au contraire le choix du Conseil administratif: «Le projet de M. Henrion était meilleur quant au concept de cuisine et d'accueil pour la Perle du lac. Il réintègre par ailleurs les vingt-cinq employés actuels.» En revanche, Sandrine Salerno n'exclut pas une nouvelle collaboration avec l'Ecole hôtelière. MTI

L'avenir de Mottattom est assuré

CULTURE • Une convention a été signée entre la fédération d'artistes et la Ville. Malgré la transformation du site, la pérennité de ses activités est garantie.

MARIO TOGNI

«Champagne!» Jean Musy, président de la fédération d'artistes Mottattom, ne cachait pas sa joie hier soir, après le vote quasi unanime du Conseil municipal en faveur du projet de transformation du bâtiment qui abrite son association. Et pour cause: après deux ans de négociations, une convention a été signée avec la Ville de Genève, qui garantit la pérennité des multiples activités culturelles développées depuis dix ans sur le site de l'avenue Giuseppe-Motta.

Ce texte accompagne désormais le Plan localisé de quartier (PLQ), accepté hier, prévoyant l'aménagement futur du secteur: rénovations, démolitions et constructions de plusieurs bâtiments sont au programme, avec à la clé la création de nonante et un logements, selon Rémy Pa-

gani, conseiller administratif chargé des constructions. La Ville ne dispose en réalité que d'un droit d'initiative en la matière, la procédure d'adoption d'un PLQ étant cantonale. Le dossier sera donc transmis au Conseil d'Etat. Depuis le début de la procédure, les artistes de Mottattom – une quinzaine d'associations œuvrant essentiellement dans les arts vivants et les arts plastiques – nourrissaient de vives inquiétudes quant à leur avenir, alors qu'une partie de leur bâtiment devait être démolie. Notamment, une salle de répétition de 400 mètres carrés sans piliers – unique à Genève et utilisée par nombre de compagnies de théâtre de la région – était menacée de disparition. Avec la convention signée mi-novembre, la situation est désormais claire,

se réjouit Jean Musy: «L'ensemble de la surface et des volumes à notre disposition seront soit conservés soit compensés ailleurs sur le site.» En outre, la convention reconnaît Mottattom comme «partenaire unique pour la suite du projet» et comme «unique bénéficiaire des locaux rénovés ou construits en compensation». La Ville s'engage également à signer un bail associatif avant le début des travaux et à rechercher activement des solutions de relogement pendant la durée du chantier.

«Que demander de plus?» se félicite Jean Musy. Nous n'avions jusque-là aucun engagement de la Ville, alors que près de soixante personnes sont concernées. Nous devons rester vigilants, mais cette victoire mérite d'être fêtée! I

MAURO POGGIA VEUT UN CENTRE D'EXPERTISES NEUTRE

ASSURANCES SOCIALES Le député genevois MCG Mauro Poggia souhaite la création au niveau cantonal d'un centre d'expertises neutre et indépendant auprès duquel pourraient recourir les assurances sociales comme l'AI. L'élue va déposer prochainement un projet de loi au Grand Conseil. Actuellement, les experts produisent des expertises qui sont «manifestement» favorables à ceux qui les mandatent, à savoir les assureurs, a constaté lors d'une conférence de presse M. Poggia, qui est aussi président de l'Association suisse des assurés (ASSUAS) Genève. Leur indépendance permettrait aux experts d'éviter de tomber dans l'arbitraire et de faire la loi au détriment des assurés, estime-t-il. ATS